Avec la participation des Services économiques de Doha, Koweït, Manama, Mascate et Riyad



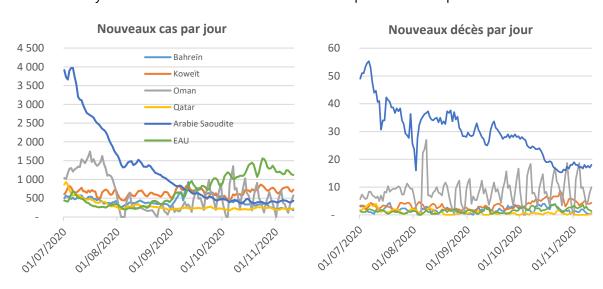


Brèves économiques de la Péninsule Arabique

Semaine du 6 au 12 novembre 2020

Brèves régionales

• En moyenne, 3 115 nouveaux cas de Covid-19 ont été enregistrés quotidiennement au cours des sept derniers jours, un niveau en hausse de 1% par rapport à la semaine dernière, dans les pays du CCEAG. Le nombre de décès causés par le virus reste limité, à 32 par jour en moyenne sur la semaine soit 10 % de moins que la semaine précédente.



Arabie Saoudite

- Selon les données provisoires publiées par l'autorité générale des statistiques, le PIB de l'Arabie saoudite a enregistré une contraction de 4,2% au 3ème trimestre 2020 par rapport au même trimestre de 2019. L'activité avait enregistré une croissance négative de -7% au 2ème trimestre et de -1% au 1er trimestre. Il s'agit du 5ème trimestre consécutif de croissance négative de l'économie saoudienne. En variation trimestrielle, la croissance du 3ème trimestre a été de +1,2%, indiquant une reprise progressive de l'activité après la forte contraction du 2nd trimestre. Selon le FMI (prévisions actualisées à mi-octobre), la contraction du PIB pour l'ensemble de l'année 2020 serait de -5,4%.
- Fitch Ratings maintien la notation souveraine de l'Arabie saoudite à A avec perspective négative. Le maintien de la notation souveraine A de l'Arabie saoudite par l'agence Fitch



Ratings reflète la solidité financière de l'économie et la bonne articulation des politiques mises en œuvre face à la crise, dans le contexte de la forte baisse des cours du pétrole. La dégradation de la perspective de stable à négative repose sur les incertitudes de sortie de crise.

Saudi Aramco, le consortium Marubeni (Japon) et Taqa (EAU) en charge des projets privés de centrale électrique thermique à cogénération (ISPP) de Marjan et d'usine de dessalement d'eau de mer Tanajib, sont en discussion pour renégocier le tarif d'achat de l'eau et de l'électricité et arrêter le calendrier du projet. La signature du contrat était initialement prévue en juin. Saudi Aramco aurait demandé au consortium un prolongement de la durée de validité des offres. Si aucun accord n'est trouvé un nouvel appel d'offres pourrait être lancé. La centrale électrique aura une capacité de production de 700 à 900 MW et l'usine une capacité de dessalement de 24 000 m³/jour.

Bahrein

- Investcorp, fonds d'investissement arabe, basé à Bahreïn, gérant actuellement plus de 32 Mds USD d'actifs dans le monde, a procédé à deux opérations majeures : (i) la vente de 8 biens immobiliers américains, pour plus de 900 M USD, acquis en 2016 et 2017, (ii) l'achat de Kindstar Globalgene, fabricant chinois de tests médicaux en hématologie, gynécologie, pédiatrie, maladies infectieuses, oncologie et neurologie, fournissant 3 000 hôpitaux dans plus de 600 villes en Chine, employant plus de 2 500 personnes.
- Dans une révision de sa loi sur les entreprises commerciales, Bahreïn a autorisé l'émission d'obligation convertible et l'actionnariat salarié. A la différence des obligations classiques, les obligations convertibles peuvent être remboursées par du capital. Bahreïn et le premier pays de la région a autorisé ce type de produit financier.
- Le marché immobilier de Bahreïn souffre de la crise. La demande diminue suite aux départs d'expatriés (environ 60 000 indiens et pakistanais auraient quitté le pays depuis le début de la crise) et au déménagement de nombreux ménages dans des logements plus petits. Parallèlement, l'offre a continué à augmenter depuis trois ans et 7 500 unités supplémentaires sont attendues au cours des cinq prochaines années. Le segment haut de gamme et les quartiers proches du pont en Arabie saoudite sont les plus vulnérables.

Emirats arabes unis

- ADQ va acquérir 45 % de la société de négoce Louis Dreyfus Company. L'opération dont le montant n'a pas été dévoilé servira notamment à financer des investissements stratégiques à hauteur de 800 M USD. Il s'agit de la première acquisition majeure d'ADQ à l'international. Créé en 2018 et dirigé par Sheikh Tahnoon Bin Zayed Al Nahyan, ce fonds détiendrait 136 Md USD d'actifs principalement situés à Abu Dhabi. L'accord comprend également un volet commercial : LDC s'engage à fournir des matières premières agricoles à l'émirat dans le cadre de sa politique de sécurité alimentaire.
- Abu Dhabi a créé une juridiction spécialisée dans la lutte contre la délinquance financière.
 La nouvelle cour aura pour mission d'améliorer et d'accélérer le traitement des affaires de blanchiment, de financement du terrorisme et d'évasion fiscale. Pour rappel, le GAFI,



l'organisation internationale en charge de la lutte contre la délinquance financière a placé le pays sous observation depuis février 2020.

- Le Purchasing Manager Index (PMI), indicateur mesurant l'activité économique du secteur privé hors-hydrocarbures, s'établit à 49,9 au mois d'octobre contre 51,5 en septembre, soit la performance la plus faible depuis le mois de mai.
- Les quatre plus grandes banques émiriennes (First Abu Dhabi Bank FAB –, Emirates NBD, Abu Dhabi Commercial Bank ADCB –, et Dubai Islamic Bank DIB) ont vu leurs profits nets diminuer de -26 % (-1,5 Md USD) au troisième trimestre 2020, par rapport à la même période en 2019. Les résultats des banques ont notamment été amputés par la hausse des provisions en réponse à la dégradation de leurs portefeuilles de crédits.
- Abu Dhabi a annoncé l'ouverture le 29 mars 2021 d'une place boursière de matières premières, ICE Futures Abu Dhabi, où s'échangeront des contrats à terme sur le pétrole brut murban, le pétrole de l'émirat. De qualité comparable au brent, le murban est un brut plus léger et contenant moins de sulfure que ceux produits ailleurs dans la région.
- Fitch a attribué la note AA-, assortie d'une perspective stable, à la fédération des Emirats arabes unis. Cette note reflète le faible endettement du pays au niveau fédéral, l'importance de ses avoirs externes et la forte probabilité d'un soutien d'Abu Dhabi si besoin. C'est la première fois que Fitch note le gouvernement émirien qui envisage d'émettre ses premières obligations dans les prochains mois.

Koweït

- Au 1^{er} semestre 2020, le commerce extérieur du Koweït s'est élevé à 33 Md USD, une baisse de 34% en glissement annuel (g. a.). Sur la même période, les exportations de pétrole (17,6 Md USD) enregistrent une baisse de 42% en glissement annuel avec un prix moyen du baril à 39 USD. Les importations ont quant à elles baissé de 19% pour atteindre 13,4 Md USD. La Chine reste le 1^{er} partenaire commercial du Koweït malgré la baisse importante du volume des échanges commerciaux entre les deux pays (-24% au S1 2020 en g. a.).
- La Kuwait Direct Investment Promotion Authority (KDIPA) a publié son rapport annuel : elle a attiré des investissements directs d'un montant total de 378 M USD pour l'année fiscale 2019-2020. Ces investissements se sont concentrés sur le secteur des services. En outre, le rapport souligne les progrès réalisés par le Koweït dans le classement annuel « Ease of Doing Business » : le pays gagne 14 places en 2020 et figure dans le top 10 des pays s'étant le plus amélioré cette année.
- Les ventes du secteur immobilier résidentiel se sont élevées à 1,4 Md USD au 3^{ème} trimestre 2020, une hausse de 21% en glissement annuel et le montant trimestriel le plus haut atteint depuis le 1^{er} trimestre 2015. En effet, le 3^{ème} trimestre 2020 a été marqué par une forte augmentation des transactions (1 676 contre 251 au T2 2020). En septembre 2020, les prix des logements et des terrains ont augmenté de 4% et de 6% respectivement (g. a.). S'agissant du secteur immobilier commercial, les ventes ont quintuplé au 3^{ème} trimestre 2020 (297 M USD) par rapport au trimestre précédent, mais restent très en-deçà de leur niveau pré-Covid-19 (-54% en g. a.).
- Le fonds de pension koweïtien (PIFSS) a annoncé des profits de 12,1 Md USD (+362% en g. a.) pour le 1^{er} semestre 2020. Il avait annoncé son intention en août dernier d'avoir un portfolio composé de 12 à 17% d'investissements immobiliers, de 8 à 13% de private equity



et de 3 à 10% d'investissements dans les infrastructures. Les actifs sous gestion du fonds s'élèveraient à 124 Md USD.

- Le Conseil supérieur de planification et de développement (SCPD) a annoncé que 42% des projets entrepris dans le cadre du plan national de développement 2020/2021 avaient pris du retard. La valeur de l'ensemble des projets qui doivent être approuvés en 2020 est de 9,8 Md USD.
- Agility, le leader koweitien de la logistique, a annoncé qu'il avait réalisé des profits de 103 M USD au cours des 9 premiers mois de 2020, une baisse de 50,4% en glissement annuel.
 Son chiffre d'affaires sur la même période est de 3,8 Md USD (-0,7% en g. a.).
- Kamco Invest, une société koweïtienne de services financiers spécialisée notamment dans la gestion d'actifs, a annoncé qu'elle avait réalisé des profits de 8 M USD au 3ème trimestre 2020. Sur les 9 premiers mois de 2020, la société a perçu un total de 39 M USD de commissions, en baisse de 9,4% par rapport à la même période l'année précédente. Fin septembre, le montant de ses actifs s'élevait à 12,6 Md USD.
- La Banque Centrale du Koweït a émis des obligations à hauteur de 523 M USD pour une maturité de 6 mois et un taux de rendement de 1.250%.

Oman

- Le ministère du Travail omanais a annoncé que les travailleurs expatriés retournant définitivement dans leur pays entre le 15 novembre et le 31 décembre n'auront pas à payer les amendes liées à l'expiration de leur visa de travail ou carte de résident.
- Au 30 septembre, le nombre d'actions échangées ainsi que le montant des échanges effectués sur le Muscat Securities Market (MSM) s'affichaient tous deux en baisse de près de 40% par rapport aux neuf premiers mois de l'année dernière.
- Omantel, premier opérateur télécom du Sultanat, a annoncé un résultat net en baisse de 15% en g.a. sur les neuf premiers mois de l'année, à 168 M OMR. Plus particulièrement, le résultat du marché domestique a reculé de 6% en g.a., à 56 M OMR, tandis que celui de sa filiale Zain au Koweït a chuté plus fortement, -16,3% en g.a. à 150 M OMR. Dans l'ensemble, le chiffre d'affaire du groupe demeure relativement stable à 1,9 Md OMR (-2% en g.a.).

Qatar

- L'agence de notation S&P a maintenu la note du Qatar à AA- et sa perspective associée « stable », soulignant la solidité de la position externe du Qatar.
- Qatar Petroleum a annoncé la création et le début des opérations de QP Trading LLC, sa filiale spécialisée dans le commerce du GNL. La filiale, détenue à 100% par QP et basée à Doha, a pour objectif de constituer un portefeuille diversifié de GNL tiers et de capitaux propres à l'échelle mondiale. Cette annonce a eu lieu lors de la cérémonie de signature du premier accord de QP Trading avec Singapour Energy Trading & Supply, prévoyant la livraison jusqu'à 1,8 Mt de GNL par an pendant 10 ans à Singapour.



- D'après FocusEconomics, l'économie qatarienne devrait bénéficier d'un rebond de la demande intérieure et extérieure en 2021. L'agence prévoit une récession de 3,2% en 2020 et une croissance du PIB de nouveau positive à 2,9% en 2021. La crise régionale, la volatilité des prix des hydrocarbures et une possible résurgence de la pandémie Covid, constituent des risques à la baisse.
- La Qatar International Islamic Bank a émis avec succès un sukuk de 200 M\$ sur le marché international des capitaux, qui viendra à maturité en 2022.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional d'Abu Dhabi



Publication du Service Economique Régional d'Abu Dhabi

Ambassade de France aux Emirats arabes unis Etihad Towers, Abu Dhabi PO Box 4014

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication. Ce document a été élaboré sous la responsabilité de la direction générale du Trésor et ne reflète pas nécessairement la position du ministère de l'Économie et des Finances.

Auteur : SER d'Abu Dhabi

Avec le concours des services économiques de Doha, Koweït,

Manama, Mascate et Riyad.

© DG Trésor